

2.82

Ont collaboré à ce numéro :

Guy Hermet
Pierre Gilhodès
Marie-Christine Granjon
Suzan Kaufman Purcell
Michel Tatu
Fouad Ajami

Ghassane Salamé
Shahram Chubin
Dominique Moïsi
Georges de Ménéil
Eugène Berg
Klaus Baron von der Ropp
Louis de Guiringaud
Egon Bahr



institut français
des relations internationales

6 rue Ferrus 75014 PARIS

politique étrangère

REVUE PUBLIÉE PAR L'INSTITUT FRANÇAIS DES RELATIONS INTERNATIONALES

sommaire

N° 2 / juin 1982 / 47^e année
55 francs

269	Editorial	
285	Dossier : Amérique centrale	
285	Avant-propos	<i>Guy Hermet</i>
287	L'Amérique centrale : 5, 6, 7 Etats et une seule Nation ?	<i>Pierre Gilhodès</i>
297	Les interventions des Etats-Unis en Amérique centrale (1885-1980) : le poids du passé	<i>Marie-Christine Granjon</i>
309	Carter, Reagan et l'Amérique centrale	<i>Suzan Kaufman Purcell</i>
319	La position française : des difficultés d'être un bon « latino »	<i>Michel Tatu</i>
325	Amérique centrale : reste-t-il des options ?	<i>Guy Hermet</i>
335	Chronologie	
341	Bibliographie	
345	Proche-Orient : les guerres en chaîne	
345	Une nouvelle politique pour le monde arabe	<i>Fouad Ajami</i>

365	L'Islam en politique : les expériences arabes d'aujourd'hui	<i>Ghassane Salamé</i>
381	La guerre irano-irakienne : paradoxes et particularités	<i>Shahram Chubin</i>
395	La France de Mitterrand et le conflit du Proche-Orient : comment concilier émotion et politique ?	<i>Dominique Moïsi</i>
403	De Rambouillet à Versailles : un bilan des sommets économiques	<i>Georges de Ménil</i>
419	Le non-alignement à l'épreuve	<i>Eugène Berg</i>
429	L'avenir de l'Afrique du Sud	<i>Klaus Baron von der Ropp.</i>
441	La politique africaine de la France	<i>Louis de Guiringaud</i>
457	Documents	
457	La politique de sécurité de la RFA	<i>Egon Bahr</i>
469	Lectures	
523	Livres reçus	
533	Revue	
537	Bulletin d'abonnement à <i>Politique Etrangère</i>	
539	Bulletin d'adhésion à l'IFRI	

Klaus Baron von der ROPP*

L'AVENIR DE L'AFRIQUE DU SUD

Premiers aspects d'une guerre civile

Au début de l'année 1982, Willem de Klerk, journaliste influent de langue afrikaner et membre éminent du parti gouvernemental, le *Nasionale Party van Suid-Afrika* (NP), citait dans son hebdomadaire *Rapport* les propos d'un député *verlig* (« éclairé » ou réformiste) du NP : « Si des changements fondamentaux ne survenaient pas rapidement, avant la fin de cette décennie les extrémistes blancs et noirs négocieraient la reddition de l'Afrique du Sud blanche » [1]. Pour la première fois, sans doute, un journal afrikaner prévenait l'opinion d'un danger dénoncé à maintes reprises depuis plusieurs années par la presse anglophone, dont les critiques à l'égard de la politique d'apartheid s'exprimaient souvent de façon agressive et acrimonieuse.

Quelques voix d'avertissement s'étaient auparavant fait entendre chez les Afrikaners. En janvier 1981, Ton Vosloo, rédacteur en chef d'un autre journal progouvernemental, le *Beeld*, suggérait au gouvernement d'entamer un dialogue sur l'avenir de la République sud-africaine avec l'*African National Congress* (ANC), probablement le plus puissant des mouvements de libération de l'Afrique du Sud noire [2]. Et en mars 1980 déjà, sous l'impact de la victoire électorale, au Zimbabwe, du parti nationaliste de Robert G. Mugabe, des quotidiens proches du pouvoir conseillaient aux dirigeants blancs de traiter des problèmes internes sud-africains avec les « véritables » représentants des Noirs.

A l'époque ces commentaires étaient d'importance : pour la première fois, des personnalités favorables au gouvernement de P.W. Botha reconnaissaient que les authentiques représentants des Sud-Africains noirs n'étaient pas les dirigeants fantoches mis à la tête des ban-toustans, mais les mouvements nationalistes, à savoir l'ANC, l'INKATHA, mais aussi le *Pan Africanist Congress* (PAC) et ses prolongements, le *Black Consciousness Movement* (BCM) et l'*Azanian People's Organisation* (AZAPO).

* Juriste.

Le défi de l'Azanie

Aussi il apparaît que seule une petite minorité de l'*Afrikanerdom* a véritablement pris conscience des conséquences de la révolte de plus en plus ouverte de l'Azanie (Azanie étant le terme employé par un nombre croissant de Noirs pour désigner la République sud-africaine) contre le régime de l'apartheid dont les Noirs ont toujours souligné le caractère raciste et oppressif.

Mais si, aujourd'hui encore, Prétoria contrôle et gouvernent le pays en toute souveraineté, personne ne peut ignorer les manifestations d'une résistance active : attentats d'Umkhonto we Sizwe, l'armée de guérilla de l'ANC ; actes de guérilla de l'ANC contre les symboles du régime (bureaux de police, offices d'administration bantoue, bureau de recrutement de l'armée...), des installations industrielles ; démonstrations de colère et de haine à l'occasion de funérailles de personnalités qui ont joué un rôle important de la lutte pour la libération des Noirs ; boycottage des écoles et des universités ; actions croissantes des syndicats de plus en plus politisés. Et, au regard de cette situation, l'Afrique noire et blanche, mais aussi le reste du monde ont attendu vainement une réponse concrète du premier ministre P.W. Botha qui semble, pour le moment, ne rien faire pour éviter la guerre en Afrique australe et ne pas réfléchir sur les conséquences de la politique de l'apartheid, cause originelle de la crise actuelle [3].

Aussi le scénario suivant ne risque-t-il pas de devenir bientôt une réalité ? En décembre 1981 un journal libéral sud-africain, le *Frontline*, présentait à la « une » un croquis montrant Johannesburg dévastée par la guerre, où seules les ruines du Carlton Centre, hôtel de luxe, orgueil de l'ancienne métropole sud-africaine, se dressaient au milieu des décombres, la légende étant : « *A future that must not be* ». Dans son éditorial du même jour, Denis Beckett précisait qu'une telle issue à long terme serait de moins en moins à exclure [4]. Et dans ce contexte l'on ne peut que déplorer le faible nombre de Sud-Africains blancs ou noirs ayant la perspicacité de deux de leurs compatriotes, Frederik Van Zyl Slabbert et David Welsh, qui ont écrit à l'intention des plus extrémistes d'entre eux : « Le seul espoir pour qu'un certain consensus soit trouvé est que les forces en présence aient une idée précise de l'abîme de violence, du désastre économique et des innombrables souffrances qui résulteraient d'un conflit illimité » [5].

Faiblesse et forces des partis en conflit

Trop de jeunes Noirs révoltés surestiment leur puissance révolutionnaire (les Noirs représentent 70 % de la population totale) et sous-estiment la force de résistance des Sud-Africains blancs (17 %), leur absolue détermination, même chez les plus libéraux d'entre eux à

défendre l'existence de leur nation africaine blanche. Et l'on peut craindre que seuls le traumatisme et les souffrances issus d'une guerre civile inciteraient les leaders noirs à entendre Gatsha Buthelezi, président du puissant mouvement INKATHA et seul leader noir modéré recherchant des formules de compromis et jouissant encore d'une audience importante. Buthelezi a bien compris l'attitude de la grande majorité des Blancs quand il déclare : « Je connais mieux que la plupart des gens la réalité du pouvoir blanc. Je connais mieux que la plupart des gens la détermination des Blancs de brûler la terre à la onzième heure et de mourir en défendant une situation indéfendable » [6].

Mais, par ailleurs, le racisme traditionnel des Blancs [7], leur mentalité de matamore (*kragdadigheid*), leur aveuglement idéologique et leur croyance religieuse dans la justesse de leur politique de développement séparé font qu'ils minimisent le mécontentement et l'esprit subversif des Noirs, et par conséquent surévaluent leur propre capacité d'étouffer le mouvement de libération.

Face à cette polarisation extrême des attitudes et au risque d'une destruction de l'Afrique du Sud et des pays voisins, l'on peut craindre, comme l'a exprimé Egon Bahr, social-démocrate allemand, que les problèmes de l'Afrique du Sud pourraient (en raison de l'importance stratégique et économique de ce pays) entraîner un conflit global [8] et se demander s'il est encore possible d'éviter, ou du moins de limiter cette menace de guerre. Et avec d'autant plus d'inquiétude que selon un expert en questions stratégiques, Jack E. Spence, Prétorie pourrait être tentée de recourir aux armes nucléaires pour empêcher l'anéantissement de l'*Afrikanerdom* [9]. Pouvons-nous encore ne pas être de l'avis de Gatsha Buthelezi quand, en 1978, à la *Road Ahead Conference* à Grahamstown, il déclarait : « Les développements constitutionnels en Afrique australe seront des sous-produits des boulets de canon et de la violence ».

Pour répondre à ces dramatiques interrogations, il nous paraît nécessaire d'analyser les récents événements survenus dans l'Afrique du Sud blanche et tout particulièrement au sein du *Nasionale Party van Suid-Afrika* (NP).

Les changements d'attitude politique parmi les Sud-Africains blancs

Dès sa fondation le NP est avant tout le parti des Afrikaners, considéré comme une sorte de mouvement populaire (*volksbeweging*) de leur peuple (*volk*) aux origines hollando-germano-françaises. Depuis son accession au pouvoir, en 1948, le NP a propagé et institutionnalisé l'apartheid, c'est-à-dire la politique de développement séparé

pour les Noirs, et, ce qui est moins connu, de développement parallèle pour les métis (les *Coloured*, 10 % de la population) et les *Indians* (3 %), l'ensemble de ces deux groupes composant ce qui est désigné habituellement par le terme *Browns*.

Le déclin de la culture politique anglophone

Si les Sud-Africains anglophones ont pendant longtemps combattu honnêtement l'apartheid et réclamé « des droits égaux pour tous les gens civilisés », c'est-à-dire une politique d'intégration progressive des Noirs et des *Browns* dans la société blanche, aujourd'hui, en 1982, la majorité d'entre eux a cessé de protester contre la politique de ségrégation.

Les « trahisons » successives des gouvernements britanniques à l'égard des communautés britanniques, en particulier celles du Kenya et du Zimbabwe, le fait que beaucoup de ces colons soient venus s'installer en Afrique du Sud, la multiplication des régimes autoritaires en Afrique noire, le déclin économique d'une partie du continent africain et enfin la radicalisation de l'opposition noire dans la République sud-africaine, ont fait que peu à peu une grande partie des « *Brits* » s'est ralliée au camp des « *Boers* ». Et depuis 1974 l'arrivée dans la République du Cap de 200 000 réfugiés portugais venant de l'Angola et du Mozambique et de quelque 80 000 Rhodésiens blancs n'a fait qu'apporter des renforts à l'aile la plus réactionnaire du parti gouvernemental. De plus l'évolution politique actuelle du Zimbabwe risque d'entraîner une nouvelle radicalisation de l'opinion des « *Brits* » pouvant avoir pour conséquence d'une part une fusion entre la majorité du *New Republic Party* (NRP), organisation politique traditionnelle des anglophones, avec le NP, et d'autre part le ralliement de la minorité à l'un des partis « ultras » sud-africains.

Un seul exemple illustre le fait qu'aujourd'hui les « *Brits* » ne sont pas plus « libéraux » que les Afrikaners, celui de l'évolution du *Rand Daily Mail*. Quotidien de langue anglaise de qualité, très attaché aux valeurs d'une société multiraciale, il a longtemps combattu l'apartheid et d'une façon plus acharnée que tout autre journal « blanc ». Or, il y a quelques années, deux éditions séparées furent créées, l'une destinée aux lecteurs noirs, l'autre aux « Blancs », présentant parfois un contenu différent. Ainsi, le 13 mars 1982, l'édition « noire » publiait en première page une grande photo d'une manifestation de femmes et d'enfants noirs, faisant la grève de la faim dans la cathédrale Saint-Georges à Kaapstad, afin d'obtenir du gouvernement le droit de rester auprès de leur mari ou père au Cap. La « une » de l'édition blanche était consacrée à un match de cricket opposant l'Afrique du Sud à l'Angleterre. Blancs et Noirs vivent donc à l'intérieur des mêmes frontières, dans des mondes totalement différents, n'ayant plus rien en commun, ou si peu !

Les tensions au sein du parti gouvernemental

Au même moment où l'on assistait à un rapprochement entre anglophones et Afrikaners, des clivages marqués apparaissaient au sein du NP. On pouvait y distinguer trois courants principaux : celui des ultras rassemblés autour de Andries Treurnicht, leader du NP au Transvaal ; celui des conservateurs de droite autour du premier ministre P.W. Botha ; enfin celui des conservateurs libéraux qui regroupe des professeurs d'université de Stellenbosch, RAU/Johannesburg et Potchefstroom, des hommes d'affaires, des journalistes afrikaners et quelques députés du NP.

L'évolution interne du NP, le « mouvement populaire » afrikaner, a évidemment entraîné de graves tensions. Dès 1969, une première scission a lieu : un groupe d'extrémistes mené par Jaap Marais quitte le NP et crée un parti d'extrême-droite, le *Herstigte Nasionale Party* (HNP), qui, en avril 1981, recueillait 14 % des suffrages.

Mais c'est en 1982 que s'opère le véritable schisme. En mars Treurnicht organise le *Konserwatiewe Party* (KP). Personne ne peut encore préciser si c'est au KP ou au NP de P.W. Botha, autrefois tout puissant en Afrique du Sud, que sont allés les suffrages d'avril 1981. Mais il ne fait pas de doute que le KP bénéficie d'un soutien beaucoup plus important qu'il n'y paraît (en effet 16 députés seulement sur 131 ont quitté le NP). Pour le moment ce parti est encore faiblement organisé, mais il est susceptible de devenir important et ceci d'autant plus s'il s'allie avec le HNP de Jaap Marais. Le programme du KP est simple : « *Die stryd duur voort !* », c'est-à-dire : lutter pour le maintien du statu quo.

Quelques aspects de la nouvelle politique de P.W. Botha

Mais quel est le programme de P.W. Botha, véritable professionnel de la politique, mais au tempérament peu innovateur et manquant d'idées constructives ?

Le concept de développement parallèle concernant les *Browns* prévoyait la création, dans l'Etat blanc, d'organes exécutifs et législatifs, semblables à ceux des Blancs. En réalité, ces institutions — *Coloured Persons' Representative Council, South African Indian Council* —, qui sur le papier octroyaient une certaine autonomie locale aux *Browns*, ne disposaient d'aucun pouvoir. Ce qui fait que, dès leur création, *Coloured* et *Indians* les ont toujours plus ou moins boycottées. Mais l'action de cette politique aura eu au moins un résultat, celui de modifier l'attitude du gouvernement, dans un sens plus libéral, mais uniquement en ce qui concerne les *Browns*. En effet dans un article paru dans *Nat 80's* [10], petite brochure de propagande du NP, Jan Groblar évoquait la possibilité d'un « partage de pouvoir sain », ou de « coresponsabilité » (en afrikaner, *gesonde*

magsdeling ou *medeverantwoordelik heid* ; en anglais, *healthy power sharing* ou *co-responsibility*) entre les trois groupes minoritaires, c'est-à-dire les Blancs, les *Coloured* et les *Indians*. Il faut noter que c'est la publication de ces propositions qui a entraîné le départ de Treurnicht et des quinze députés ultras du NP.

Il y a deux ans, Prétoria instituait le *President's Council* (conseil du président), organisme dont l'une des principales fonctions est de donner des avis au gouvernement dans le domaine constitutionnel. Une nouvelle fois, les Noirs n'étaient pas invités à participer à cette instance. Les partis représentatifs des *Browns* l'ont boycotté [11]. Cependant, on doit s'attendre d'ici dix-huit mois à ce que ce conseil, après de longues délibérations, fasse des propositions concrètes et positives dans le sens où Jan Globar l'entendait dans son article. Au niveau constitutionnel, plusieurs projets de réformes pourraient être proposés. Les communes des *Coloured* et des *Indians* auraient le même statut juridique et politique que celles des Blancs ; au cas où l'une ou l'autre des communautés ne rassemblerait pas un nombre suffisant d'individus, une municipalité commune aux Blancs et aux *Browns* serait créée. Les quatre provinces actuelles (Transvaal, Natal, Orange Freestate et Cap) seraient supprimées. L'Afrique du Sud — en dehors des bantoustans (Transkei, Bophutatswana, Venda et Ciskei) — serait alors divisée en dix régions ; les membres des instances exécutives et législatives régionales seraient élus à partir de listes séparées pour chacune des communautés. Par ailleurs, les bantoustans n'ayant pas opté pour « l'indépendance » (Kwazulu, Lebowa, Gasunkulu...) jouiraient du même statut que les dix régions précédemment définies. *Coloured* et *Indians* (mais non les Noirs) pourraient, comme les Blancs, envoyer des députés au Parlement de Kaapstad. Le suffrage, général ou restreint, selon certains critères (niveau d'études par exemple), serait le même pour les trois groupes. Au niveau du gouvernement national, le pouvoir politique serait partagé entre les représentants des trois communautés, dont le nombre serait fixé, selon un barème, par la Constitution, ce qui aboutirait en quelque sorte à la formation de « grandes coalitions permanentes ». Cependant l'action du Parlement et du gouvernement seraient limitées par la création d'une présidence détenant l'exécutif. Le nouveau chef d'Etat sud-africain, qui théoriquement pourrait être *Coloured* ou *Indian*, jouirait donc d'un pouvoir de type présidentiel, semblable à celui du président de la République française actuelle.

Dans l'espoir de ces propositions réformistes, certains ont pu penser qu'elles ne seraient que la première étape vers un élargissement de ces mesures aux plus de 20 millions de Noirs, ou tout au moins à ceux vivant en dehors des bantoustans [12]. Mais c'était là spéculer aventureusement sur l'avenir. Non seulement l'application de ces mesures aboutirait à la domination des 4,8 millions de Blancs, des 2,5 millions de *Coloured* et des 0,8 million d'*Indians* par la majorité

noire, mais il apparaît clairement que les différents systèmes politiques, culturels et sociaux qui s'affrontent sont totalement incompatibles et ne peuvent mener à l'instauration d'un régime démocratique si les droits de chacun étaient respectés [13].

Il faut donc s'attendre à ce que Prétoria poursuive sa politique de développement séparé pour les Noirs, aucune autre alternative n'étant concevable pour les dirigeants. Si P.W. Botha réussissait à imposer des réformes en faveur des *Browns*, son pouvoir serait de plus en plus menacé. Après trente ans d'apartheid, beaucoup de Blancs se sentiraient trahis et risqueraient de le désavouer et de se tourner vers les partis les plus ultras. De toute façon, si la nouvelle politique de *gesonde magdeling* entre les Blancs et les *Browns* était appliquée, les problèmes soulevés par la présence de 20 millions de Sud-Africains noirs sans statut juridique ni politique n'y trouveraient aucune réponse.

Il arrive que la solution d'une division radicale du pays en deux soit évoquée [14]. De bonnes frontières peuvent malgré tout faire de bons voisins. Mais, ne nous leurons pas, comme pour le sous-continent indien, pour Chypre, ce partage de l'Afrique du Sud ne pourra se réaliser qu'à l'issue d'une guerre. Ni l'une ni l'autre des deux communautés ne sont prêtes à l'accepter aujourd'hui. Et Frederik Van Zyl Slabbert a raison, lorsqu'il écrit que cette solution sera l'ultime option de retrait dans une situation militaire de *pat*¹. Mais alors la ligne de partage sera celle déterminée par les positions militaires des deux partis en présence et non pas définie en raison d'un souci d'équilibre, de respect et de bien-être des populations [15].

La réponse de l'Azanie à l'apartheid

Face à l'intransigeance de Prétoria, l'Azanie n'a pu que se durcir et mener une opposition de plus en plus active. Cette opposition est divisée, voire même déchirée, et il est difficile de reconnaître lequel des différents mouvements (ANC - illégal -, INKATHA, PCA - illégal -, BMC et AZAPO) est le plus puissant.

Quelques idées de l'Azanie sur l'avenir de l'Afrique du Sud

Le programme de ces différents partis, en ce qui concerne l'avenir constitutionnel et politique du pays, peut facilement être résumé par l'inscription gravée sur la tombe de Steve Biko (« mort » en prison en octobre 1977) : « Une Azanie, une nation », c'est-à-dire « un homme - une voix dans un Etat unitaire ». Désormais leur objectif

1. NDLR : Terme employé dans le jeu d'échecs et qui désigne une situation où le roi, sans être mis en échec, ne peut plus bouger sans être pris.

primordial est de gagner le pouvoir politique, et ceci par tous les moyens dont dispose l'Azanie. Une fois ce but atteint, elle sera enfin capable de modifier les structures économiques, sociales et culturelles selon ses vœux.

Mais une question reste en suspens. Y a-t-il encore des partis politiques noirs prêts à discuter avec Prétoria de formules de compromis garantissant constitutionnellement les droits et l'existence des minorités blanche et *Browns*.

Si l'on élimine les partis « gouvernants », les bantoustans qui n'ont aucun pouvoir et font eux-même appel à Prétoria pour lutter contre les actions armées de l'ANC et les activités des syndicats [16], la seule force noire à prendre en considération dans les « réserves » est celle de l'INKATHA.

En mars 1982, la commission Buthelezi, du nom du président de l'INKATHA, qui réunissait des experts sud-africains et étrangers, a publié des propositions pour établir un nouvel ordre politique, économique et social dans la province du Natal [17] où 80 % de la population est noire (les *Indians* représentant 11 %, les Blancs 9 %). L'essentiel de ces propositions résidait dans l'organisation d'un partage du pouvoir politique entre les trois communautés, selon un système de concordance. Les membres de cette commission espéraient que ces réformes une fois mises en vigueur au Natal donneraient de bons résultats, et par conséquent feraient figure de modèle pour les autres provinces sud-africaines.

Nul ne fut surpris lorsque le gouvernement repoussa vivement ces propositions et ceci malgré quelques commentaires favorables parus dans la presse, y compris dans la presse afrikaner [18]. Ce qui surprit l'opinion, ce fut la façon humiliante pour le leader de l'INKATHA avec laquelle le gouvernement exprima son refus.

Une telle attitude des dirigeants sud-africains ne peut plus, en 1982, être considérée comme une manifestation de fermeté. Est-il possible ou non que Prétoria ait réalisé qu'un accord unilatéral avec l'INKATHA ne suffisait plus à rétablir la paix entre l'Afrique du Sud blanche et l'Azanie ? Si ces dirigeants ont eu connaissance des différents articles déjà mentionnés, en particulier celui de Ton Vosloo, leur recommandant de dialoguer avec l'ANC, apparemment ils n'ont pas encore compris le sens du message.

Mais l'ANC, ou même le PAC, le BCM et l'AZAPO sont-ils encore prêts à discuter avec Prétoria de l'avenir du pays ? Peut-être Nthato Motlana, président du puissant « comité des dix » (Soweto), a-t-il exprimé le point de vue de l'ANC (mais certainement pas celui des partis plus radicaux) quand il a formulé les deux conditions préalables à toutes négociations avec le gouvernement : l'assurance de la participation des leaders les plus importants, emprisonnés ou

exilés ; un ordre du jour précisant que ces négociations avaient pour objet de définir des méthodes qui doivent aboutir à la suppression de l'apartheid et à l'établissement d'une société démocratique non raciale [19].

Avec raison, Prétoria considère que ces conditions sont inacceptables, car elles signifient l'acceptation du système « un homme, une voix dans l'Etat ». Si l'on considère la puissance militaire et économique représentée par l'Afrique du Sud blanche, on doit reconnaître que l'attitude de certains leaders noirs est irréaliste et naïve, et rappeler à nouveau qu'elle ne tient pas compte de la détermination de la nation africaine blanche à sauvegarder son existence. Une fois encore, l'on doit souligner que Prétoria n'acceptera ces conditions préalables que si elle y est acculée militairement. Si certains jeunes nationalistes noirs prétendent que les Blancs ont déjà perdu le contrôle d'une partie de l'Etat, cela ne semble pas correspondre aux faits. Si le gouvernement sud-africain ne peut plus étouffer la lutte de libération des Noirs et en cacher les manifestations, il faut reconnaître que les Blancs gouvernent toujours le pays en toute souveraineté.

Les luttes de libération

Les mouvements de libération les plus radicaux ont tiré les leçons de la situation décrite ci-dessus et ont mis en œuvre d'autres moyens de la combattre. Le fait le plus frappant actuellement est le retour à une situation proche de celle des années 50, où la *Congress Alliance* regroupait l'ANC (noir) et trois mouvements en partie en liaison avec le Parti communiste sud-africain (illégal, très proche de Moscou) représentant les trois groupes ethniques minoritaires : le *South African Indian Congress*, le *South African Coloured People's Congress* et le *Congress of Democrats* (blancs). Ainsi, aujourd'hui l'on a pu constater que des Sud-Africains blancs (mais aussi des citoyens venus d'un ou deux pays d'Europe occidentale) ont participé à l'attentat de l'ANC d'août 1981 contre le complexe militaire de Voortrekkerhoogte [20]. Comparant leur lutte à celle de l'OLP contre Israël, les nationalistes noirs se targuent de trois avantages importants qui rendront difficile le contrôle de la lutte armée menée par l'Azanie : la longueur des frontières sud-africaines, la vaste superficie du pays et l'importance de la Cinquième colonne.

Si l'on veut évaluer les chances qu'a l'Azanie de conquérir militairement et contrôler Prétoria, il faut admettre que la détermination des Sud-Africains blancs de maintenir leur existence et leur identité ne peut être comparée qu'à celle des Israéliens à l'égard de l'Etat juif. Mais, par ailleurs, il faut noter qu'hélas bon nombre de jeunes révolutionnaires noirs ne veulent pas reconnaître que l'Afrique du Sud n'est pas une autre Rhodésie, un autre Angola, un nouveau Mozambique ou une nouvelle Algérie. Et certains d'entre eux, parmi

les plus fanatiques, n'hésitent pas à déclarer que le sacrifice de 4 millions de Blancs et de 15 millions de Noirs sera nécessaire pour ériger enfin une Azanie libre. Denis Beckett a fort bien décrit [21] les conséquences d'une politique fondée sur cette thèse : « La réalité est que, ni maintenant, ni dans l'avenir, une révolution sera couronnée de succès. Sans doute, on assistera un jour à la prise du pouvoir par un gouvernement noir, mais une telle issue ne pourra en soi être considérée comme un « succès », si son prix en est la dévastation totale de la nation. Mais finalement ce sera le prix à payer ».

Malgré les nombreux attentats commis par l'ANC, mais aussi par le PAC et le BMC, le retentissement des procès criminels instruits contre leurs leaders, les activités des syndicats sont devenues la partie plus visible et peut-être la plus importante de la lutte de libération. Après la libéralisation du droit du travail acquise en 1979-1980, la plupart des manifestations contre l'apartheid se déroulent à l'initiative de syndicats de plus en plus politisés [22]. La multiplication de grèves — le plus souvent illégales — organisées en liaison étroite avec des organisations civiques [23] pour des motifs politiques risque de porter atteinte au bon fonctionnement de l'économie sud-africaine particulièrement développée et de ce fait très sensible à toute désorganisation. Mais certains facteurs limitent encore l'efficacité de l'action des syndicats. Ils ne disposent pas de fonds de grève importants et manquent de cadres et de responsables exercés. Le pourcentage d'ouvriers syndiqués reste faible et le jeune mouvement syndical est divisé et déchiré pour des raisons politiques et idéologiques. A ce jour, toutes les tentatives d'unification ont échoué. De plus il n'existe aucune solidarité entre ouvriers blancs et noirs. Par contre quelques intellectuels *Indians* et *Coloured* et des jeunes intellectuels blancs, comme le docteur Neil Aggett, qui s'est pendu en prison et dont les funérailles ont été l'occasion en mars 1982 d'une manifestation contre l'apartheid, soutiennent la lutte des nationalistes noirs.

S'il existe parfois une solidarité entre ouvriers noirs et ouvriers *Browns*, elle est le plus souvent précaire et limitée par la peur des *Coloured* et des *Indians* de voir un gouvernement noir prendre le pouvoir. Quelles que soient les revendications des jeunes leaders *Browns*, surtout des étudiants, et leurs manifestations de solidarité, ce qu'a écrit il y a plus de dix ans au sujet des *Indians* Fatima Meer, aujourd'hui banni, est toujours valable : « Il (l'*Indian*) en est arrivé à un tel point qu'il considère que le nationalisme afrikaner qu'il connaît est préférable au nationalisme noir, seule alternative possible, au sujet duquel on lui raconte des histoires horribles » [25].

Si, en 1982, il est impossible de savoir qui de la Suid-Afrika ou de l'Azanie l'emportera finalement, il est par contre facile de prévoir

que tout conflit embrasant l'Afrique du Sud, dont l'importance économique et stratégique est considérable, entraînera une crise internationale qui affectera gravement les relations Est-Ouest et Ouest-Sud.

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

- [1] « Dit sal kragtoer kos vir deurbraak », *Rapport*, Johannesburg, 14 février 1982 et « Regse groepe wys hul stem krag », *Rapport*, 4 mars 1982.
- [2] « Soos Swapo, lê die ANC woor », *Beeld*, Johannesburg, 9 janvier 1981.
- [3] Voir William Gutteridge, « Strategy for Survival », *The Black Sash*, Johannesburg, janvier 1982, pp. 5-15.
- [4] « Can it come to this ? », *Frontline*, Johannesburg, novembre-décembre 1981, pp. 38-39.
- [5] Frederik Van Zyl Slabbert et David Welsh, *South Africa's Options : Strategies for Sharing Power*, New York et Kaapstad, 1978, p. 119.
- [6] « Christian Perspectives of the Black Liberation Struggle in South Africa », *South African Outlook*, Rondebosch, septembre 1979, p. 137.
- [7] Il s'exprime par exemple dans des phrases comportant souvent des sous-entendus : « Every white man can take ten kaffirs with him before he is done in ! ».
- [8] Dans *Deutsches Allgemeines Sonntagsblatt*, Hambourg, 10 juillet 1977, p. 8.
- [9] « South Africa : the nuclear option », *African Affairs*, Londres, n° 10, 1981, pp. 441-452.
- [10] Jan Groblar, « Die nuwe uitdaging », *Nat 80's*, Kaapstad, n° 2, 1982, p. 5.
- [11] Voir Vincent Farrell, « The real leadership of the oppressed will never serve on the President's Council », *Deurbraak*, Kaapstad, n° 10, 1980, pp. 8-9 ; David Curry, « President's Council - like a wedding without the bride », *Capes Times*, Kaapstad, 1^{er} octobre 1980.
- [12] Voir Hermann Giliomee, « The parting of the ways for SA politics », *Rand Daily Mail*, Johannesburg, 17 mars 1982, p. 9 ; Ton Vosloo, « Anno Domini 2002 », *Frontline*, n° 4, 1982, pp. 36-37.
- [13] Voir pour comparaison Heribert Adam, « Political Alternatives », dans Heribert Adam et Hermann Giliomee, *Ethnic Power Mobilized : Can South Africa Change ?*, New Haven et Londres, 1979, pp. 286-302 (286-296) ; voir aussi Lawrence Schlemmer, « Social Implication of Constitutional Alternatives in South Africa », dans John Benyon (ed), *Constitutional Change in South Africa*, Pietermaritzburg, p. 266.
- [14] Voir Willem de Klerk, « Is dit die grafskrif ? », *Die Transvaler*, Johannesburg, 3 mars 1982, p. 10. Klaus Baron von der Ropp, « Afrique du Sud : solution par partage du pouvoir ou division du pays ? », *Le Mois en Afrique*, Paris, octobre-novembre 1981, p. 36, suivant Jürgen Blenck et Klaus Baron von der Ropp, « Republic of South Africa : Is Partition a Solution ? », *South African Journal of African Affairs*, Prétoria, n° 1, 1977, pp. 21-32 ; Gavin Maasdorp, « Forms of Partition », dans Robert I. Rotberg et John Barratt (eds), *The Apartheid Regime and Racial Domination*, Berkeley, 1980, pp. 107-146.

- [15] Slabbert et Welsh, *op. cit.*, p. 169.
- [16] Voir Patrick Laurence, « Transkei : lurking threat of the ANC », *Rand Daily Mail*, 7 septembre 1981 ; voir aussi d'un auteur anonyme, « Organised labour in East London », *South African Outlook*, n° 2, 1981, pp. 13-14.
- [17] Voir les sept volumes de la commission Buthelezi, publiés par l'Institut Inkatha, Durban.
- [18] Voir *Die Transvaler*, 9 mars 1982 ; *Beeld*, 9 et 11 mars 1982.
- [19] « We have pride too, Mr. Botha », *Frontline*, n° 7-8, 1981, pp. 33-34 ; voir du même auteur, « Perceptions of Change : Dilemmas and White Rights », *Frontline*, mai 1980, p. 22.
- [20] Voir « Rocket HQ traced », *Rand Daily Mail*, 15 mars 1982, pp. 1-3.
- [21] Denis Beckett, *op. cit.*
- [22] Voir ici les articles dans le *South African Labour Bulletin*, Durban.
- [23] Une de ces organisations étant la *Port Elizabeth Klack Civic Organisation*, Pebco. Voir sur la Pebco, Carole Cooper et Linda Ensor, *Pebco : A Black Mass Movement*, Johannesburg, 1981.
- [24] Voir Criag Charney, « The Anatomy of South African Trade Unionism » *The Star*, Johannesburg, 27 janvier 1981, pp. 24-25.
- [25] « Indian People : Current Trends and Politics », pp. 13-32 (30), dans *South African Minorities*, Johannesburg, 1971.